Département du Nord Arrondissement de LILLE

## Communauté de communes PEVI

Reçu en préfecture le 17/12/2021

Affiché le

ID : 059-200041960-20211213-CC\_2021\_249\_1-DE

Envoyé en préfecture le 17/12/2021

EXTRAIT DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

DELIBERATION CC\_2021\_249

L'an deux mille vingt-et-un, le 13 décembre à 18 heures 30, le Conseil Communautaire de la Communauté de communes Pévèle Carembault s'est réuni à PONT-A-MARCQ sous la présidence de Monsieur Luc FOUTRY, président pour la tenue de la session ordinaire, suite à la convocation faite le 6 décembre 2021, conformément à la loi.

OBJET:

COMMISSION 4

**RESSOURCES HUMAINES** 

Protocole temps de travail

### <u>Présents à l'ouverture</u> <u>de la séance</u> :

Titulaires présents: 39

Suppléant présent : 0

Procurations: 10

Nombre de votants : 49

#### Présents :

Luc FOUTRY, Président

Marie CIETERS, 1ère Vice-Présidente

Bernard CHOCRAUX, 2ème Vice-Président

Michel DUPONT, 3ème Vice-Président

Yves LEFEBVRE, 4ème Vice-Président

Joëlle DUPRIEZ, 5ème Vice-Présidente

Bruno RUSINEK, 6ème Vice-Président

Arnaud HOTTIN, 7ème Vice-Président

Benjamin DUMORTIER, 8ème Vice-Président

Nadège BOURGHELLE-KOS, 9ème Vice-Présidente

Sylvain CLEMENT, 10ème Vice-Président

Bernadette SION, 11ème Vice-Présidente

Jean-Louis DAUCHY, 12ème Vice-Président

Didier DALLOY, Guy SCHRYVE, José ROUCOU, Philippe DELCOURT, Thierry BRIDAULT, Franck SARRE, Vincent LAVALLEZ, Olivier VERCRUYSSE, Pascal FROMONT, Marion DUBOIS, Frédéric MINET, Odile RIGA, Thierry DEPOORTERE, Paul DHALLEWYN, Christian DEVAUX, Pascal DELPLANQUE, Ludovic ROHART, Michel PIQUET, Valérie NEIRYNCK, Coralie SEILLIER, Luc MONNET, Michel MAILLARD, Jean-Paul VERHELLEN, Alain DUCHESNE, Alain BOS, Jean-Luc LEFEBVRE

#### Ont donné pouvoir :

Frédéric PRADALIER, procuration à Pascal FROMONT
Patrick LEMAIRE, procuration à Philippe DELCOURT
Vinciane FABER, procuration à Jean-Luc LEFEBVRE
François-Hubert DESCAMPS, procuration à Bernard CHOCRAUX
Sylvain PEREZ, procuration à Paul DHALLEWYN
Carine JOURDAIN, procuration à Michel PIQUET
Gilda GRIVON, procuration à Michel PIQUET
Frédéric SZYMCZAK, procuration à Ludovic ROHART
Thierry LAZARO, procuration à Marie CIETERS
Didier WIBAUX, procuration à Bruno RUSINEK

#### **Etaient Absents excusés:**

Régis BUE, Isabelle LEMOINE, Marcel PROCUREUR

Secrétaire de Séance : Valérie NEIRYNCK

Envoyé en préfecture le 17/12/2021

Reçu en préfecture le 17/12/2021

Affiché le

ID: 059-200041960-20211213-CC\_2021\_249\_1-DE

Délibération CC\_2021\_249

## **COMMISSION 4**

# RESSOURCES HUMAINES Protocole temps de travail

#### Le Conseil Communautaire,

Vu la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 7-1;

Vu la Loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la Loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, notamment son article 115 ;

Vu la Loi n°2019-823 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique prévoyant la mise en place obligatoire des 1607 heures au sein des collectivités et la suppression des régimes de temps de travail plus favorables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 ;

Vu le Décret n°85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux ;

Vu le Décret n°2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'État et dans la magistrature (également applicable à la fonction publique territoriale);

Vu le Décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu la Délibération n°257 du conseil communautaire du 27 mars 2017 relative à la validation du protocole sur l'organisation du temps de travail ;

Vu l'avis favorable du Comité technique rendu le 24 novembre 2021;

Considérant que le protocole du temps de travail voté en 2017 respecte le principe d'organisation des 1 607 heures annuelles ;

Considérant qu'il convient néanmoins de préciser les modalités d'application de la journée de solidarité à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 ;

Considérant la modification d'un planning minimum de travail basé sur une durée hebdomadaire de travail à 36 heures/semaine générant des ARTT ;

Ouï l'exposé du Président, APRES EN AVOIR DELIBERE,

# DECIDE (par 49 voix POUR, 0 voix CONTRE, 0 ASTENTION sur 49 VOTANTS)

De valider les modifications du protocole sur l'organisation du temps de travail joint en annexe

Ont signé au registre des délibérations les membres du Conseil Communautaire repris ci-dessus. Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,

Le Président

Luc FOUTRY